



Revue

HISTOIRE(S) de l'Amérique latine

Vol. 8 (2013)

**La réforme de la propriété agraire et le latifundium
en Colombie, durant la période du Front national
(1958-1974)**

Alejandro GUZMÁN

www.hisal.org | mai 2013

URI: <http://www.hisal.org/revue/article/Guzman2013-8>

La réforme de la propriété agraire et le latifundium en Colombie, durant la période du Front national (1958-1974)

Les cas du Tequendama, du Nord du Cauca et de l'Atlantique Sud

Alejandro Guzmán*

On analysera dans cet article trois trajectoires différentes du latifundium colombien dans trois sous-régions, ainsi que les conséquences économiques des réformes de la propriété agraire entreprises après le coup d'État du général Gustavo Rojas Pinilla (1953-1957) par le *Frente Nacional* (Berry, 2003, 2009), une coalition politique entre le parti libéral et le parti conservateur, les deux formations politiques ayant marqué la vie politique colombienne contemporaine. Pendant 16 ans (entre 1958 et 1974), ils furent censés alterner au gouvernement afin d'assurer une stabilité politique.

Introduction

Le régime du Front national constitue une période importante pour l'histoire de la concentration, de la déconcentration et de la re-concentration de la propriété de la terre en Colombie, et ce pour au moins cinq raisons. D'abord, parce que cette période marqua une différence entre la réforme de la propriété agraire telle qu'elle fut mise en œuvre au XIXe siècle et au XXe siècle. Dans le premier cas, la réforme fut accomplie sans trop de mésententes politiques, les propriétés de l'État passant au secteur privé, soit à des individus, soit à des groupes d'intérêt (Legrand, 1988). Dans le second cas, la réforme a

* Universidad del Norte, Barranquilla, Colombie - alegmbg@gmail.com

redistribué une quantité de propriétés privées au profit des paysans possédant peu ou pas du tout de terres.

L'étude de cette période se justifie également par le fait que, pendant ces 16 années, la réforme de propriété agraire fut suivie d'une contre-réforme. Les deux mouvements traduisirent deux conceptions différentes du rôle de l'État quant à l'intervention et à la promotion de la croissance et du développement économiques (Berry, 2003). Cette période permet également de mieux saisir la particularité de la tradition politique colombienne, caractérisée par le monopole politique des deux partis évoqués plus haut. La quatrième raison renvoie à la croissance démographique et au changement structurel qui caractérisèrent l'économie et la société colombiennes au cours de cette période. Enfin, notre analyse permet d'observer la façon dont ce Front national a déterminé la politique publique colombienne au cours de la seconde partie du XXe siècle.

Dans cet article, nous soutiendrons que les réformes de la propriété agraire et l'évolution du latifundium en Colombie ont engendré des effets négatifs sur les plans de l'égalité socio-économique et de la démocratie rurale dans le pays. Nous tenterons de le démontrer à travers plusieurs étapes : nous parlerons en premier lieu de la géographie, du type de sol et de l'appropriation du territoire, du XVIe siècle jusqu'à aujourd'hui, pour chacune des trois sous-régions choisies comme observatoire, à savoir le chef-lieu du Tequendama, le Nord du département du Cauca et la zone de l'Atlantique Sud. En second lieu, nous expliquerons ce que signifia, dans la pratique, la réforme de la propriété agraire ; nous évoquerons le contexte politique et économique dans lequel agit le Front national et nous présenterons les objectifs des lois promulguées. En troisième lieu, nous analyserons les types de latifundia, leurs trajectoires et leurs effets socio-économiques dans les trois sous-régions choisies. Nous proposerons enfin des conclusions partielles. Un dossier iconographique, présenté à la fin de cet article, offrira une image des faits et des évolutions évoqués.

I. L'espace et le peuplement des trois sous-régions

Nous commencerons par une description de chacune des trois sous-régions en fonction de leurs caractéristiques géographiques, de leur formation historique et culturelle, de l'activité agricole prédominante et des divisions politico-administratives de l'État colombien.

1) Le Tequendama

Cette sous-région colombienne correspond au chef-lieu du Tequendama, dans le département de Cundinamarca. Elle est située dans la zone centrale du territoire national, au cœur de la région naturelle andine, sur la cordillère orientale, à 40 kilomètres de la ville de Bogotá, la capitale du pays. Sur le flanc occidental de la

capitale, on trouve une dépression formée par la discontinuité du fleuve Bogotá qui débouche sur le fleuve Magdalena. La région dispose d'une forêt tropicale humide et présente un climat moyen — avec des températures qui se situent entre 14 et 25 degrés Celsius. Le terrain présente des pentes de 25 et 50 degrés, entre 1 600 m et 2 600 m au-dessus du niveau de la mer (illustrations 1, 2).

Avant la conquête espagnole, la région était un lieu de passage du peuple indien *Chibcha*. Au XIXe siècle, grâce à la politique de colonisation des terrains en friche — qui étaient des propriétés du domaine public —, cette zone a été colonisée par des vagues de métis et de descendants espagnols qui souhaitaient cultiver la terre et créer un marché de produits agricoles (Rivas, 1946). Pendant la seconde moitié du XIXe siècle, une série d'exploitations agricoles caféières y fut instaurée. Dans le centre urbain de la région, on trouve le village de La Mesa (Machado, 1997, Palacios, 1983).

2) *Le Nord du Cauca*

L'espace de cette sous-région se trouve dans l'actuel département du Cauca. Elle est géographiquement située sur une vallée inter-andine, à 1 000 m d'altitude. Elle est entourée des cordillères andines occidentale et centrale et traversée dans le sens nord-sud par le fleuve Cauca qui débouche sur le fleuve Magdalena. La température annuelle moyenne de la zone est de 25 degrés.

Avant la conquête espagnole, cette région était peuplée par les Indiens *Chibcha*. Au cours de la domination espagnole, entre le XVIIe et le XIXe siècle, la région accueillit un ensemble d'exploitations agricoles et d'élevage de bétail (illustration 3), des plantations de canne à sucre pour élaborer la *panela* — du sucre non raffiné —, et ce dans le cadre d'une société esclavagiste composée d'esclaves africains et indiens et principalement fondée sur l'extraction aurifère, avec Popayán comme ville centrale (Colmenares, 1999). Dans le centre urbain de la sous-région, se trouvait le village colonial de Caloto. Plus tard, après l'indépendance et durant la période de l'État républicain, de nouveaux peuplements constitués par des métis et des esclaves-marrons sont arrivés et le centre sous-régional du Nord du Cauca est devenu Santander Quilichao, appelé « peuple des hommes libres » (Aprile, 1994).

3) *L'Atlantique Sud*

L'espace de la région méridionale de l'actuel département colombien de l'Atlantique se caractérise par sa plaine alluviale composée d'un ensemble de terres humides. Elle possède une importante richesse hydrique, en raison de la présence de marécages amortissant le débit du fleuve Magdalena. On y trouve des sols inondables, riches en végétation aquatique et, sur une grande partie de sa superficie, une diversité d'espèces terrestres et piscicoles. La température moyenne est de 28 degrés avec des moyennes annuelles d'humidité de 82% (Aguilera, 2006).

Avant la conquête espagnole, l'occupation de la région englobait une diversité de peuples indiens appartenant aux groupes ethniques caraïbes. Dans cette région du département de l'Atlantique, des peuples se déplaçaient vers le Sud pour y pêcher ou pour y cultiver la terre, en suivant le rythme des crues du fleuve Magdalena (Angulo, 1992 ; Barros, 2010). Entre le XVIe et le XIXe siècle, les conquistadors et les colons se sont établis dans la ville de Santa Marta, afin de profiter de ses conditions de port naturel. Plus tard, lorsqu'ils sont parvenus à mettre en relation la ville avec le fleuve Magdalena, grâce à la construction du canal du Dique (Posada Carbó, 1998) ; ils ont créé la ville de Cartagena,

Les travaux du canal furent achevés en 1650, constituant une voie de communication fluviale de 113 km de longueur. Au cours du XVIe, du XVIIe et du XVIIIe siècle, des propriétés foncières furent attribuées. Celles-ci, situées dans la partie Nord — où habitaient des peuples indigènes —, produisaient du bétail pour alimenter la population de Cartagena. Avant l'abolition de l'esclavage (1851), au Nord et au Sud du canal du Dique, des peuples *palenques* ou d'esclaves marrons en rupture de société s'y étaient également établis. À la fin du XIXe siècle, on y construisit le port de Puerto Colombia et plus tard, en 1936, le port de Barranquilla, à environ 22 kilomètres de l'embouchure du fleuve Magdalena, sur la Mer des Caraïbes.

Grâce à l'essor de l'économie du café dans le centre du pays, la ville de Barranquilla est devenue le cœur de la région caraïbe colombienne et le premier port du pays, jusqu'à ce que Buenaventura — sur l'Océan Pacifique —, le port concurrent, prenne sa place et devienne le premier port du pays : en 1914, après l'inauguration du canal de Panama (Posada Carbó, 1998), y fut construite une voie ferrée jusqu'à la vallée du Cauca.

II. Les réformes de la propriété agraire durant la période du Front national (1958-1974)

La notion de réforme de la propriété agraire est employée pour évoquer les droits de propriété sur la terre. Elle renvoie donc aux modifications apportées aux droits et aux responsabilités, à l'utilisation, au transfert et aux droits de succession. Notre problématique prendra également en compte la disponibilité du crédit et l'assistance technique fournie aux possédants (Berry, 2003).

La première initiative de réforme fut entreprise au cours du mandat du président Carlos Lleras Restrepo (1966-1970). Partie intégrante du programme de l'*Alliance pour le progrès*, elle fut proposée et directement appuyée par les États-Unis et par le président J. F. Kennedy. Ce programme visait à prévenir et à freiner l'expansion des mouvements réformateurs susceptibles d'aboutir à la formation de gouvernements de

gauche, favorables à des économies planifiées — ou communistes — en Amérique latine.

La réforme fut conduite dans l'intention de modifier les structures agraires pré-modernes ; il s'agissait de produire des excédents dans le domaine agricole et de stimuler la croissance et le développement du pays pour l'acheminer vers une économie de marché saine et moderne, urbaine et industrielle (Berry, 2003). La réforme de Carlos Lleras Restrepo dura quatre ans, jusqu'à la contre-réforme agraire, entamée par le régime du président Misael Pastrana Borrero (1970-1974).

Nous aborderons maintenant le caractère de chacune de ces deux réformes et les théories sous-jacentes de promotion du développement rural mises en œuvre par l'État au cours de la période du Front national. Dans l'ensemble — et en suivant la chronologie des faits —, il est possible de distinguer deux types de lois. D'un côté, on trouve celles qui promurent une voie paysanne (sous la présidence de Lleras) et, de l'autre, celles qui promurent une voie d'entreprise (sous la présidence de Pastrana).

Le premier type de lois tenta de faire pression sur les propriétaires latifundistes pour qu'ils modernisent leurs propriétés foncières, afin de les inciter à faire un usage plus adéquat et plus productif des sols (loi 135 de 1961). Elles visèrent l'expropriation de la propriété non exploitée et la remise de ces terres aux métayers qui les travaillaient (loi 1ère de 1968). Mais elles souhaitèrent également stimuler l'organisation et la mobilisation paysannes pour soutenir la réforme en cours (Zamosc, 1987 ; Hirschman, 1962).

Le second type de lois visait essentiellement l'amélioration de la productivité de la terre et acceptait la possession de la terre en métayage. Ces lois proposèrent également l'acquisition de propriétés par l'Institut colombien de la réforme agraire (INCORA), leur redistribution aux paysans et la régularisation des colonisations existantes (loi 6 de 1975) (ILSA, 2002).

III. L'évolution du latifundium dans les trois sous-régions durant le Front national

1) Le latifundium et l'exploitation agricole du café au Tequendama

Le cas du latifundium dans la sous-région du Tequendama, la première que nous examinerons dans ce travail, est connu pour deux raisons majeures. En premier lieu, parce que cette région fut le théâtre d'un conflit qui transforma les structures latifundistes d'exploitation agricole du café, favorisant la formation de petites propriétés à l'échelle familiale (Machado, 1997). Le conflit confronta les métayers et les propriétaires latifundistes, qui voulaient interdire aux paysans de cultiver du café sur leur terre et qui ne leur fournissaient pas de salaires adéquats.

Le Tequendama est également connu pour avoir orienté l'exploitation agricole du café vers une production et une commercialisation exclusivement destinée aux marchés internationaux (Palacios, 1983). Cette forme de production et de commercialisation se distingua nettement de celle qui avait été pratiquée au cours de la phase précédente de l'expansion du café en Colombie¹, où la production à l'échelle familiale avait prédominé, tout en développant le marché interne et en destinant les excédents à la croissance et au développement économique (Legrand, 1988; Machado, 1997).

Examinée dans la moyenne durée, l'exploitation d'une hacienda agricole du café dans le Tequendama durant la période du Front national nous renseigne sur les caractéristiques, sur l'évolution du latifundium et sur leurs conséquences socio-économiques dans la sous-région (illustration 4). Dans un premier temps, profitant des économies d'échelle, le latifundium orienté vers le marché externe n'a pas diversifié la production et n'a pas favorisé le développement du marché interne. Puis la distribution inégale et déficitaire de la propriété (observée à partir du monde paysan) entraîna un affaiblissement des investissements destinés aux développements de nouvelles technologies (illustrations 5, 6, 7). Enfin, dans un contexte où les élites concentraient beaucoup de pouvoirs, la fragmentation des latifundia, qui ouvrit la voie aux minifundia ou à la petite propriété à l'échelle familiale, n'entraîna pas de meilleure distribution des revenus ni d'amélioration de la productivité. Les problèmes d'infrastructure, le manque d'assistance technique, les carences des politiques d'éducation et de santé publique mirent en évidence des conséquences néfastes sur l'efficacité et la productivité du petit agriculteur familial, lequel travaillait en dehors de toute économie d'échelle. Il s'en est suivi, dans les faits, une déconcentration de la possession de la terre ainsi qu'une grande pauvreté de la population (Guzmán, 2003).

2) Le latifundium et l'agriculture à l'échelle familiale dans la sous-région du Nord du département du Cauca

Dans le Nord du département du Cauca, une contre-réforme de la propriété agraire fut mise en œuvre. Durant l'ensemble de la période analysée, les exploitations agricoles latifundistes, qui portaient en elles-mêmes des structures socio-économiques semi-féodales – leur main d'œuvre n'était pas encore complètement libre –, ont été transformées en entreprises agro-industrielles.

L'arrivée du parti communiste au pouvoir à Cuba, en 1959, et ses conséquences sur les exportations sucrières cubaines avaient ouvert le marché international de la canne à sucre pour la vallée du Cauca (illustration 8). La croissance rapide des exportations de

¹ Nous évoquons ici l'expansion caféière de la région colombienne d'Antioquia, vers 1900. À ce moment, la paysannerie exploitait la culture à l'échelle familiale, diversifiait sa production et vendait elle-même ses produits. Seule une partie de ses terres était consacrée à la production du café pour le marché ; il ne s'agissait pas d'une monoculture. La préparation — *marketing* — et la commercialisation du café étaient prises en charge par la Fédération nationale des exploitants caféiers (institution publique et privée).

sucre transforma une économie basée sur l'exploitation agricole latifundiste de bétail et de *panela* en une économie agro-industrielle basée sur la culture intensive de la canne à sucre, destinée à satisfaire la demande internationale. Les structures latifundistes se sont maintenues dans un grand nombre de cas et se sont même étendues dans certains cas (Rojas, 1983).

Les producteurs paysans de cette sous-région, généralement des descendants d'anciens esclaves africains, avaient jusqu'alors cultivé du cacao, du café et des arbres fruitiers tout en opérant dans le cadre d'une agriculture à l'échelle familiale. Ils durent vendre leurs terres aux exploitants de canne à sucre, volontairement ou sous la contrainte, et se reconvertirent en ouvriers agricoles dans les raffineries sucrières. Dans d'autres cas, afin de faire face à la chute de leurs revenus et de leurs ressources occasionnée par la transformation de l'hacienda et de l'expansion de la production sucrière d'exportation (Guzmán, 2005) (illustrations 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15), ils durent s'associer au sein de coopératives, dans des conditions d'exploitation productive qui ne pouvaient rivaliser avec les économies d'échelle, même s'ils bénéficièrent parfois d'une haute productivité agricole.

De son côté, l'évolution du latifundium de bétail dans le Nord du Cauca entraîna différentes conséquences socio-économiques. Elle eut tout d'abord des effets néfastes sur la productivité de la terre ; même si elle réduit relativement les risques, une telle transformation se traduit en effet également par une diminution du temps de travail passé directement dans la production agricole, c'est-à-dire dans l'observation des possibilités d'amélioration productive.

Ensuite, une telle évolution découragea l'épargne destiné à l'investissement et à l'amélioration de l'exploitation. Dès lors, tout investissement de capital fut massivement consacré à une transformation productive de l'exploitation, orientée vers une culture de la canne à sucre permettant de tirer profit des économies d'échelle et des marchés internationaux (illustration 16). Parce qu'elle délaissa les autres cultures et l'élevage du bétail, cette évolution freina ostensiblement l'expansion du marché interne.

Enfin, à cause de la mécanisation productive qu'elle entraîna, la culture de la canne à sucre, tout en créant simultanément une couche de propriétaires rentiers, absorba peu de travail, ce qui eut des conséquences sur l'emploi et le chômage. La combinaison de l'ensemble de ces facteurs a contribué à la concentration du revenu au profit des plus gros propriétaires et consolida sensiblement les inégalités socio-économiques (Rojas, 1983).

3) Le cas du latifundium et des propriétés publiques dans la sous-région de l'Atlantique Sud

La sous-région de l'Atlantique Sud, largement dominée par l'élevage, présente des cas où le latifundium se consolida à partir de terres publiques ou de terres en friche, qui augmentèrent les surfaces cultivables grâce à l'assèchement des marécages, rendu possible par la construction, avant 1960, d'un mur empêchant les inondations du fleuve Magdalena et du canal du Dique. Les caractéristiques de la concentration de la terre dans cette sous-région, observées dans toute leur évolution et leur complexité, présentent un grand intérêt.

En premier lieu, les terres publiques furent accaparées par les propriétaires les plus puissants, avec la complicité des bureaucrates de la fonction publique qui, de leur côté, en tirèrent également profit (Villamil, 2011). Ensuite, le latifundium demeura dans cette sous-région essentiellement un latifundium d'élevage (illustration 17) qui y représentait une activité rentable, car il présentait moins de risques économiques que l'agriculture (Aguilera, 2006 ; Posada Carbó, 1998).

Enfin, si la réforme agraire distribua les terres que les latifundia avaient absorbées grâce à l'assèchement des terrains au cours de la première phase du régime du Front national, le phénomène n'affected pas la propriété consacrée à l'élevage. L'Institut colombien de la réforme agraire (INCORA) attribua ces surfaces (entre 5 et 10 ha chacune) aux paysans du Sud de l'Atlantique. Les familles paysannes bénéficiaires de la réforme agraire y cultivèrent, entre autres, du sorgo et de la tomate, tout en profitant également des travaux d'irrigation, des crédits et de l'assistance technique. Plus tard, cependant, au cours du mandat du président Pastrana, dans la seconde phase du Front national, le petit producteur paysan fut délaissé, ce qui porta un coup sérieux à la poursuite de la réforme.

La première conséquence socio-économique de ce type de latifundium résida dans une moindre productivité de la terre, même si la qualité des sols et leur situation géographique jouèrent un rôle important. Il est également certain que l'extension de l'élevage y découragea la production agricole à l'échelle familiale. Le monopole et les combinaisons socio-politiques favorisèrent l'extraction des rentes, afin de perpétuer la propriété agraire. L'ensemble de ces facteurs consolida les inégalités socio-économiques.

À cet égard, le récit de l'administrateur général de l'Institut colombien de la réforme agraire (INCORA), Carlos Villamil Chaux, durant le gouvernement de Carlos Lleras Restrepo, est éloquent (Villamil, 2011). Villamil avait alors 29 ans et appartenait à l'oligarchie de Popayán. Ignorant tout des besoins des paysans avant la réforme, il raconte que son expérience au Sud de l'Atlantique changea sa vie. Le mouvement paysan, organisé et appuyé par le régime du président Lleras — comme nous l'avons

déjà signalé —, était parvenu à neutraliser la réaction des latifundistes. Plus tard, et en particulier avec l'arrivée au gouvernement du président Pastrana, il perdit toutefois de son élan et de sa vigueur. Nous reproduisons ici quelques extraits du témoignage de l'administrateur Villamil :

Le lendemain de ma prise de fonction, je me suis trouvé dans une situation que je n'avais pas envisagée et à laquelle je n'étais absolument pas préparé. Au petit matin, lorsque je suis arrivé, je me suis fait interpeller par une foule bruyante qui réclamait à l'INCORA une solution rapide à ses problèmes de terre. Ces problèmes avaient été provoqués par la construction, au cours de la décennie précédente, de deux terre-pleins parallèles au fleuve Magdalena et au canal du Dique. Ils servaient à empêcher que les crues n'inondent les terres du Sud du département à la fin de chaque année ; ils permettaient aussi d'entretenir l'assèchement des marécages qui en couvraient une partie importante. Les digues avaient été construites par le gouvernement afin d'éviter les inondations qui entraînaient l'exode annuel de milliers de personnes — près de 15 000 personnes quittaient alors le Sud de l'Atlantique pour aller se réfugier à Barranquilla. Lorsque les eaux montaient, ces personnes pouvaient demeurer longtemps en exil en attendant la décrue. Ils s'installaient alors, avec leurs enfants et toutes leurs affaires - y compris leurs équipements rudimentaires de cuisine -, dans les parcs de la ville ou sur des espaces publics, ce qui entraînait toute sorte de problèmes sanitaires. Ces paysans avaient peu à peu asséché les marécages qui avaient toujours existé, ce qui avait permis l'apparition de « nouvelles terres » qui n'existaient pas auparavant. La possession de ces terres nouvelles avait ensuite donné lieu à une lutte entre les grands propriétaires et les paysans. Les premiers ont déplacé leurs clôtures en occupant avec leur bétail les zones qui avaient été asséchées. Les seconds ont défendu le principe que ces terres étaient publiques et ont tenté de les occuper à leur tour en y installant leurs propres cultures.

La lutte entre ces deux factions a entraîné des situations de violence : les propriétaires de terres, appuyés par les autorités, ont accusé les paysans d'être des envahisseurs et les ont expulsés par la force, les ont jetés en prison ou les ont maltraités. De leur côté, les paysans, organisés en « syndicats » appuyés depuis Barranquilla par la FANAL (Federación Agraria Nacional) — une filiale de l'UTC (Central Unitaire de Travailleurs) — et par l'Église catholique, ont rejeté l'occupation des terres par les propriétaires terriens et ont continué à s'implanter avec leurs cultures sur les nouvelles terres, que l'assèchement des lagunes avait incorporées aux terres cultivables.

Formulé bien après la période du Front national, ce témoignage de l'un des protagonistes officiels de l'application de la réforme agraire permet de comprendre l'ampleur du conflit social et la contrainte du climat et des conditions géographiques et

naturelles dans cette sous-région. Plusieurs fois, au cours de la seconde moitié du XXe siècle, le fleuve Magdalena a repris ses droits (illustration 18).

Conclusion

Dans ces trois sous-régions, nous avons observé comment la réforme de la propriété agraire a contribué à la concentration, à la déconcentration et à la ré-concentration de la terre et du revenu. La réforme de la propriété agraire et ses effets re-distributifs de la richesse demeurent faibles quand la concentration du pouvoir est élevée. Le latifundium, lié au commerce international et aux cultures de cycle long, contribue à la croissance et à la concentration de la propriété, mais constitue un obstacle à une distribution plus égalitaire des revenus, contribuant à un accroissement des différences socio-économiques au détriment de la démocratie rurale. Il en résulte une modernisation inefficace qui affecte également la diversité culturelle et écologique.

Bibliographie

AGUILERA D., María, 2006, « El canal del Dique y su subregión. Una economía basada en su riqueza hídrica », Documentos de trabajo sobre Economía Regional, Santafé de Bogotá, Banco de la República,
[http://www.banrep.gov.co/documentos/publicaciones/regional/documentos/DTSER-72%20\(V.E\).pdf](http://www.banrep.gov.co/documentos/publicaciones/regional/documentos/DTSER-72%20(V.E).pdf)

ANGULO V., Carlos, 1992, « Modos de vida en la prehistoria de la llanura atlántica de Colombia », Santafé de Bogotá, Centro de Estudios Regionales (CERES),
<http://manglar.uninorte.edu.co/calamari/bitstream/10738/130/3/BDC32.pdf>

APRILE G., Jacques, 1994, *Los pueblos Negros Caucanos y la Fundación de Puerto Tejada*, Cali, Universidad del Valle.

BERRY, Albert, 2003, *Land Reform and Confiscations*, Oxford, Oxford University Press.

BERRY, Albert, 2009, « Reforma agraria bajo el Frente Nacional. La tragedia Agraria del Frente Nacional », Ponencia, Escuela de Gobierno, Universidad de los Andes [article manuscrit, communiqué par l'auteur à Alejandro Guzmán]

BLANCO BARROS, José A., 2010, *Paisajes físicos y poblamiento. En el departamento del Atlántico*, Santafé de Bogotá, Academia Colombiana de Historia [Colección Germán Arciniegas, no. 4].

COLMENARES, Germán, 1999, *Historia económica y social de Colombia. Popayán, una sociedad esclavista (1680-1800)*, Santafé de Bogotá, Tercer Mundo Editores.

GUZMÁN, Alejandro, 2003, *State, capitalism and the economic peasant rationality. The case of the peasant societies in an old coffee hacienda in the Tequendama region of the department of Cundinamarca in Colombia*, Santafé de Bogotá, Universidad de los Andes.

GUZMÁN, Alejandro, 2005, *Les asymétries d'information et le crédit coopératif paysan. Une étude de cas au Nord du Cauca*, Paris, Mémoire du Master, Université de la Sorbonne.

HIRSCHMAN, Albert O., 1962, « The problem of land reform in Colombia », in *Journeys Toward Progress : Studies of economic policy in Latin America*, New York, Doubleday & Company.

LEGRAND, Catherine, 1988, *Colonización y protesta campesina en Colombia, 1850-1950*, Santafé de Bogotá, Universidad Nacional de Colombia.

MACHADO, Absalón, 1997, *De la aparcería al capitalismo*, Santafé de Bogotá, Editorial Punta de Lanza.

PALACIOS, Marco, 1983, *El café en Colombia*, Santafé de Bogotá, Ancora Editores.

POSADA CARBÓ, Eduardo, 1998, *El Caribe colombiano 1870-1950*, Santafé de Bogotá, Banco de la Republica, Ancora Editores.

RIVAS, Medardo, 1946, *Los trabajadores de tierra caliente*, Santafé de Bogotá, Prensas de la Universidad Nacional.

ROJAS, José María, 1983, *Sociedad y economía en el Valle del Cauca*, [Tomo V], Santafé de Bogotá, Editorial Carrera 7ª L.

VILLAMIL CHAUX, Carlos, 2011, *La reforma agraria durante el Frente Nacional. De la concentración parcelaria de Jamundí al pacto de Chicoral*, Tesis de Maestría en Historia, Santafé de Bogotá, Universidad de Los Andes.

ZAMOSC, León, 1987, *La Cuestión Agraria y el Movimiento Campesino en Colombia : Luchas de la Asociación Nacional de Usuarios Campesinos (ANUC) 1967-1981*, Santafé de Bogotá, Cinep.

Illustrations



Illustration 1 : paysage de la région du Tequendama

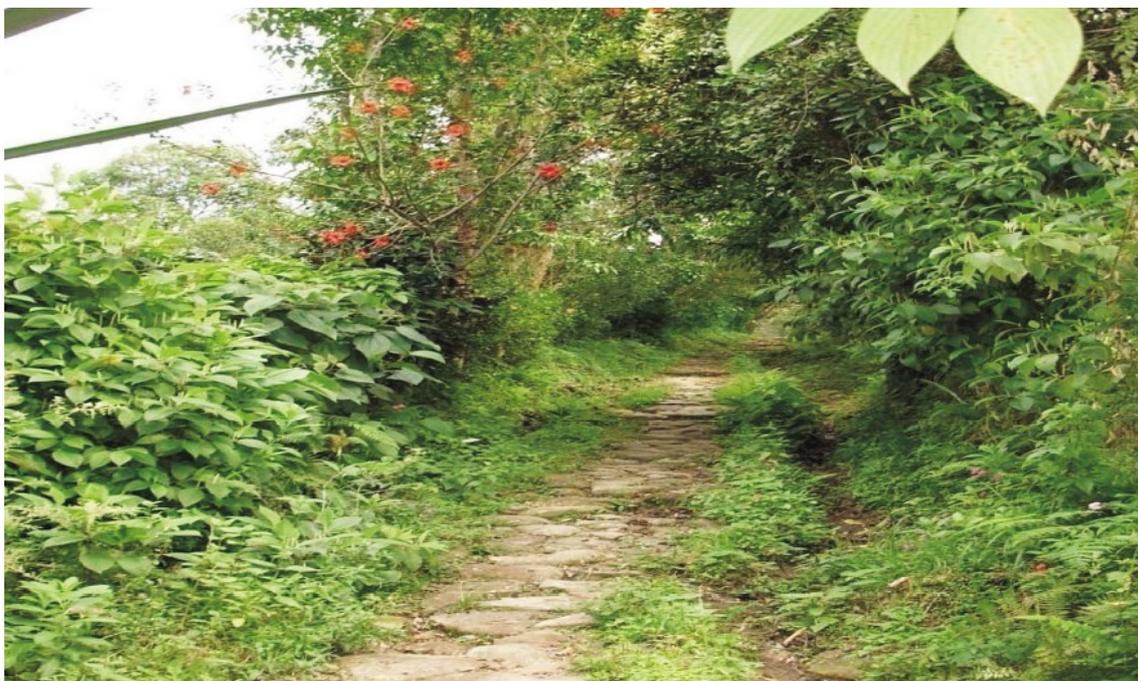


Illustration 2 : chemin colonial de la région du Tequendama



Illustration 3 : maison de l'hacienda García Abajo au nord du département du Cauca



Illustration 4 : usine de café



Illustration 5 : machine à décortiquer le café



Illustration 6 : piscines pour laver les grains de café



Illustration 7 : machine pour sécher le café



Illustration 8 : fleuve Cauca et champs de canne à sucre



Illustration 9 : culture du manioc au nord du Cauca



Illustration 10 : piscines pour la production de farine de manioc



Illustration 11: usine de *panela*



Illustration 12 : machine pour broyer la canne à sucre



Illustration 13 : évaporation du jus de canne à sucre



Illustration 14 : production de la *panela*



Illustration 15 : élevage de volailles d'une famille paysanne



Illustration 16 : élevage et culture de la canne à sucre au nord du Cauca



Illustration 17 : élevage et lagune du Guajaro, département de l'Atlantique



Illustration 18 : inondation du village de Santa Lucia, 2010